

Bien des petites revues et des petits périodiques ne peuvent plus faire connaître leurs opinions. Quelques-uns d'entre eux cessent d'exister. Ceux qui se publient encore ont dû restreindre la fréquence ou le contenu de leurs publications. Il s'ensuit au fond, que le pouvoir de la presse se concentre entre les mains d'une oligarchie. Par conséquent, il y a moins de divergence de vues dans l'industrie des communications de nos jours qu'il y a quatre ou cinq mois. La participation et l'engagement de la population se trouvent réduits, en ce qui concerne bien des questions importantes pour nous. Et à l'heure actuelle, c'est justement le contraire qu'il faudrait poursuivre et encourager.

L'un des éléments essentiels de la démocratie, c'est de faire participer les gens de toutes les classes de la société et de leur faire jouer un rôle. On devrait encourager les gens à critiquer les institutions. Le droit fondamental de différer d'opinions doit être sauvegardé. Nous devons lutter pour que les minorités puissent se faire entendre. Cela est encore plus important de nos jours, où le monde est régi par l'automation et la technologie, car ce monde nous déshumanise et nous dépersonnalise. Les villes deviennent de véritables jungles. Beaucoup de gens se sentent frustrés dans leurs ambitions et en conçoivent de l'aversion pour les autres. Les gens ont besoin d'un but dans la vie. Ils veulent prendre part aux décisions qui les touchent. Chacun veut y mettre du sien et donner un sens à sa vie. Ils ne toléreront pas qu'on leur refuse leurs droits. Si on leur refuse la participation et l'égalité dans l'effort, ils vont critiquer. C'est là un phénomène psychologique normal.

Il y a seulement 14 mois, j'étais étudiant à l'université. J'ai étudié avec un certain intérêt la campagne en vue de la direction du parti libéral. Ceux d'entre nous qui s'intéressaient à la politique et à l'actualité sur le campus de l'université s'accordaient pour dire que le ministre actuel des Postes était l'un des plus progressistes des candidats. Il semblait bien connaître les problèmes sociaux et comprenait certains de nos problèmes essentiels. Il m'a beaucoup déçu, car je le considère maintenant comme l'un des conservateurs les plus acharnés du gouvernement. En fait, je pense que le chef du parti conservateur (M. Stanfield) m'approuverait sur ce point. Je me demande souvent si le ministre n'est pas un simple exécutant, car c'est tout ce que nous avons autour de nous de nos jours où les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un nombre de personnes de plus en plus réduit, peu importe le domaine en question. A propos des affaires étrangères, nous avons un gouvernement qui ne veut pas s'engager...

[M. Nystrom.]

• (9.30 p.m.)

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Je regrette d'interrompre le député, mais nous aimerais qu'il revienne au problème des Postes.

M. Nystrom: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Je voulais montrer que la situation actuelle des Postes n'est pas isolée de celle des autres domaines du gouvernement. On constate ce refus de s'engager au profit de la nation dans presque tous les domaines. J'ai mentionné les affaires extérieures. Ceux d'entre nous qui viennent de l'Ouest savent ce qu'il en est de l'agriculture. Nous avons entendu le premier ministre (M. Trudeau) déclarer «Pourquoi devrais-je vendre du blé.» Ce n'est là qu'un exemple de la situation actuelle où le gouvernement refuse de s'engager.

Pour en revenir maintenant à l'un des problèmes essentiels de ce débat, le refus d'accorder aux minorités le droit légitime d'exprimer leur point de vue, je signale que l'accroissement des tarifs postaux dépasse 2,000 p. 100 dans certains cas. C'est pourquoi de nombreux périodiques ont dû cesser leur publication. D'autres ont dû réduire le nombre de leurs numéros et d'autres leur contenu. A cet égard, j'aimerais citer un article du *Canadian Railwayman* du 12 avril 1969 intitulé «Les journaux syndicaux durement éprouvés par les nouvelles augmentations des tarifs postaux.»

L'augmentation a obligé le *Labour Statesman*, organe officiel de la B.C. Federation of Labour à interrompre, après 45 ans d'activités, les publications régulières. Ce journal sera désormais publié à intervalles irréguliers, à des occasions spéciales.

Le *Canadian Transport*, journal officiel de la Fraternité canadienne des cheminots et employés des transports et autres ouvriers, qui paraissait autrefois deux fois par mois ne paraîtra plus qu'une fois en juin, en juillet et en août... la publication officielle de la Fédération des travailleurs du Québec ne paraîtra plus que six fois par an au lieu d'une fois par mois.

Nous déplorons les principes sur lesquels se fonde la mesure législative: les périodiques à but lucratif comme le *Reader's Digest* ...

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre, je vous prie. Le député de Madawaska-Victoria a la parole.

[Français]

M. Eymard Corbin (Madawaska-Victoria): Monsieur l'Orateur, je serai bref, afin de donner l'occasion à mon honorable vis-à-vis de prendre la parole dans quelques minutes.

Par contre, je voudrais déclarer bien simplement que j'ai toutes les raisons au monde de croire que la nouvelle politique du ministère des Communications est la meilleure que l'on puisse concevoir, quant aux besoins actuels des Postes canadiennes.